

Brochure n° 3193

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

Brochure n° 3258

Convention collective nationale  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1597. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

---

ACCORD DU 6 DÉCEMBRE 2017  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS POUR L'ANNÉE 2018  
(BRETAGNE)  
NOR : ASET1850302M  
IDCC : 1596, 1597

---

Entre :

FRB Bretagne ;

Union régionale CAPEB Bretagne ;

SCOP BTP Ouest,

D'une part, et

CFDT Bretagne ;

URB CFTC Bretagne ;

Union régionale Force ouvrière bâtiment Bretagne ;

UR UNSA Bretagne,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le régime de petits déplacements défini en application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, étendues par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991, concernant les entreprises non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés) d'une part, et concernant les entreprises visées par le décret

du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) d'autre part, a pour objet d'indemniser forfaitairement les ouvriers travaillant dans les entreprises de bâtiment de Bretagne des frais supplémentaires qu'entraîne pour eux la fréquence des déplacements, inhérente à la mobilité de leur lieu de travail.

Le régime d'indemnisation des petits déplacements comporte les indemnités professionnelles suivantes :

- indemnité de repas ;
- indemnité de frais de transport ;
- indemnité de trajet,

qui sont versées aux ouvriers bénéficiaires.

Ces indemnités de remboursement de frais sont journalières, forfaitaires et fixées en valeur absolue ; leur montant est déterminé à l'échelon de la région.

## Article 2

Le présent accord renvoie, point par point, aux dispositions contenues dans le chapitre VIII.I des conventions collectives du bâtiment du 8 octobre 1990 susvisé, sous réserve des adjonctions et précisions ci-après :

### Zones circulaires concentriques

Pour tenir compte des particularités propres à la première zone, celle-ci est divisée en deux sous-zones, de 0 à 4 km et de 4 à 10 km.

### Indemnité de repas

L'ouvrier qui travaille dans la première sous-zone, de 0 à 4 km et bénéficie, en outre, en milieu de journée d'un temps de pause au moins égal à une heure et demie, est réputé prendre son repas à sa résidence habituelle, sauf s'il s'avère qu'il en va autrement dans les faits et cela pour des raisons tenant, notamment, à la localisation du chantier, comme aux moyens de transport existants.

## Article 3

Le montant des indemnités découlant des articles 1<sup>er</sup> et 2 ci-dessus est fixé comme suit :

Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2018

I. – Indemnité de repas : 9,70 €.

II. – Indemnité frais de transport :

(En euros.)

Zone 1	De 0 à 4 km	0,48
	De 4 à 10 km	2,38
Zone 2	De 10 à 20 km	4,73
Zone 3	De 20 à 30 km	6,49
Zone 4	De 30 à 40 km	8,32
Zone 5	De 40 à 50 km	10,14

### III. – Indemnité de trajet :

*(En euros.)*

Zone 1	de 0 à 4 km	0,45
	de 4 à 10 km	1,45
Zone 2	de 10 à 20 km	2,00
Zone 3	de 20 à 30 km	2,99
Zone 4	de 30 à 40 km	4,19
Zone 5	de 40 à 50 km	5,01

Ces montants prenant effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, resteront en application jusqu'au 31 décembre 2018.

#### **Article 4**

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 6 décembre 2017.

(Suivent les signatures.)